Université PANTHEON – ASSAS (PARIS II)

Droit – Economie – Sciences sociales

Melun
Session : 2ème session 2017-18
Année d'étude : Première année de Licence Droit parcours classique et réussite
Discipline : ***Problèmes économiques contemporains***
(Unité d'Enseignements Complémentaires 1)
Titulaire du cours : Mme Geneviève Grangeas
Documents autorisés : aucun

Calculatrices permises : modèles de base (non programmables et sans mémoire alphanumérique)

REMARQUES

A lire avant de commencer

L'exercice fourni consiste à lire les propositions suivantes, à retenir celles qui sont justes et à cocher la case correspondante dans la grille de réponses.

L'étudiant remarquera que l'énoncé des questions n'obéit à aucun ordre particulier. Il lui est conseillé de répondre le plus rapidement possible à celles qui lui paraissent simples. On notera que les propositions faites dans le cadre d'une question donnée peuvent comporter plusieurs réponses justes.

On signale par ailleurs que ***le barème peut comporter des points négatifs****.*

QUESTIONS

1 - La définition du chômage fournie par l'Insee est la suivante : Le chômage représente l'ensemble des personnes

a privées d'emploi
b privées d'emploi et en recherchant un
c de 15 ans et plus recherchant un emploi
d de plus de 15 ans recherchant un emploi
e de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un
f de plus de 15 ans, privées d'emploi et en recherchant un

2 - Font partie de la population active

a toutes les personnes valides
b les étudiants
c les chômeurs
d les salariés
e les personnes travaillant à leur compte
f les retraités

3 - Ne font pas partie de la population active les personnes

a sans emploi
b non salariées
c invalides
d en cours d'études
e retraitées
f pas encore en âge de travailler

4 - En France en 2016, le nombre de chômeurs s'élève à (montant arrondi)

a 1 million
b 2 millions
c 3 millions
d 4 millions
e 5 millions
f 6 millions

5 - Quand on parle de halo autour du chômage, on évoque le problème du caractère flou de la frontière

a entre la notion d'activité et la notion d'inactivité
b entre activité et emploi
c qui sépare l'activité rémunérée de celle qui ne dégage aucune rémunération
d entre chômage, emploi et inactivité
e entre chômage, emploi et retraite
f entre chômeur déclaré et chômeur non déclaré

6 - En France, un "chômeur au sens du BIT"

a est nécessairement inscrit à Pôle Emploi
b est sans emploi
c est disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines
d a obligatoirement cherché activement un emploi dans le mois précédent
e a cherché activement un emploi dans le mois précédent sauf s'il a une embauche ultérieure prévue
f a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans moins de trois mois

7 - En France, un "chômeur au sens du BIT"

a n'est pas nécessairement inscrit à Pôle Emploi
b est sans emploi ou sur le point de perdre son emploi
c est disponible pour prendre un emploi dans les trois mois qui viennent
d a obligatoirement cherché activement un emploi dans le mois précédent sans obtenir et refuser la moindre proposition
e doit avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent sauf s'il en a trouvé un qui commence dans les trois mois qui viennent
f peut être sans emploi sans être pour autant en recherche active s'il en a trouvé un qui commence dans moins de trois mois

8 - En 2016, en France métropolitaine, est ou sont caractérisée(s) par un taux de chômage supérieur à celui de l'ensemble de la population la ou les catégorie(s) suivante(s)

a les femmes
b les jeunes de 15 à 29 ans
c les non diplômés ou détenteurs du seul brevet des collèges
d les diplômés du supérieur
e les Français
f les ouvriers

9 - Entre le milieu des années 70 et la période actuelle, le taux de chômage a

a diminué
b augmenté sans discontinuer
c fluctué autour d'une valeur constante
d à peu près doublé
e à peu près triplé
f augmenté de plus de 200%

10 - On calcule le taux de chômage à partir de l'opération suivante : nombre de chômeurs rapporté

a à l'ensemble de la population
b à l'ensemble de la population active
c à l'ensemble de la population active occupée
d au total suivant : nombre d'actifs occupés auquel on ajoute le nombre de chômeurs
e au total suivant : nombre d'actifs occupés auquel on ajoute le nombre de chômeurs et le halo autour du chômage
f au nombre d'actifs

11 - En France en 2017, le SMIC mensuel brut est de (montant arrondi à la centaine d'euros la plus proche)

a 1000 euros
b 1100 euros
c 1200 euros
d 1300 euros
e 1400 euros
f 1500 euros

12 - Le chômage qui résulte d'un ralentissement temporaire de l'activité est qualifié de chômage

a frictionnel
b conjoncturel
c structurel
d de longue durée
e segmenté
f keynésien

13 - Le chômage structurel est analysé par certains comme résultant

a de l'inadéquation partielle entre offres et demandes d'emplois
b d'un ralentissement temporaire de l'activité
c du fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande
d du mouvement incessant de la main d'œuvre, dû à la mobilité des travailleurs
e du développement d'emplois liés au développement des robots
f des structures institutionnelles du marché du travail

14 - L'idée qu'au sein d'une économie donnée le travail à fournir (et donc le nombre d'emplois) est une quantité finie

a est une idée de bon sens, qu'on peut difficilement réfuter
b est une idée largement partagée
c explique l'engouement pour le progrès technique et la robotisation
d est en grande partie à l'origine des craintes concernant le progrès technique et la robotisation
e a été confirmée au moment des mesures de baisse de la durée du travail
f explique les mouvements migratoires ayant accompagné certaines phases de croissance économique

15 - La notion de "destruction créatrice"

a est une notion schumpétérienne
b est une notion keynésienne
c renvoie aux théories de l'innovation
d explique les mouvements luddites
e va de pair avec les théories de la fin du travail
f débouche sur la vision d'une reconfiguration de l'emploi plutôt que de la fin de l'emploi

16 - Dans les statistiques utilisées par les économistes, on appelle un "ménage"

a les occupants d'un même logement
b les occupants d'un même logement s'ils sont unis par des liens de parenté
c un individu, travailleur ou consommateur - pour le différencier d'une entreprise
d les individus rattachés au même foyer fiscal
e les agents économiques
f les occupants d'un même logement, quand ils sont plusieurs

17 - Le calcul du niveau de vie d'un ménage se fait en divisant le revenu disponible de celui-ci par

a le nombre de personnes qui le composent
b le nombre de personnes qui consomment au sein du ménage
c le nombre de consommateurs du ménage, en distinguant adultes et enfants

d le nombre de personnes qui le composent, chaque personne se voyant affecter un coefficient lié à son âge et à la composition du ménage
e le nombre d'unités de consommation dont il est constitué
f le nombre d'unités de consommation dont il est constitué, ce dernier ne correspondant pas forcément au nombre de membres du ménage

18 - Le revenu disponible d'un ménage comprend, entre autres,

a la valeur du patrimoine possédé par le ménage
b les revenus d'activité
c les cotisations sociales
d les impôts
e la consommation
f la formation brute de capital fixe

19 - Le revenu médian est le revenu

a de 50% de la population
b en dessous duquel se situe celui de 50% de la population
c moyen de la moitié médiane de la population
d des cinq premiers déciles
e au-dessus duquel se situe celui de 50% de la population
f des cinq déciles supérieurs

20 - Fournissent des indicateurs d'inégalité

a l'indice de pauvreté
b l'indice de Gini
c le coefficient de Gini
d le coefficient interdéciles
e les rapports déciles/quantiles
f certains rapports interdéciles

21 - Concernant les inégalités non monétaires et la façon de les mesurer, on peut dire que

a à 35 ans, un cadre supérieur a encore 47 ans à vivre, un ouvrier 41 ans
b à 35 ans, un cadre supérieur a 34 ans d'espérance de vie sans incapacité
c à 35 ans, ouvrier a 24 ans d'espérance de vie sans incapacité
d à âge égal la mortalité des personnes sans diplôme est deux fois plus élevée que celle des personnes diplômées
e à âge égal la mortalité des personnes sans diplôme est deux fois plus élevée que celle des personnes diplômées
f l'espérance de vie sans incapacité est un indicateur qui combine des indications de mortalité et de morbidité

22 - Pour la France, on appelle "Trente Glorieuses" la période qui se situe

a à partir du milieu des années 1970
b après la seconde guerre mondiale
c au début du XXème siècle
d à la fin du XIXème siècle
e au milieu du XIXème siècle
f à la fin du XVIIIème siècle

23 - Pour la France, on appelle phase du "décollage" économique ou "take off" la période qui se situe

a à partir du milieu des années 1970
b après la seconde guerre mondiale
c au début du XXème siècle
d à la fin du XIXème siècle
e au milieu du XIXème siècle
f à la fin du XVIIIème siècle

24 - Quand la valeur du PIB s'accroît, on peut en déduire que

a les quantités produites ont augmenté s'il s'agit du PIB en valeur
b les quantités produites ont augmenté s'il s'agit du PIB en volume
c les prix ont augmenté s'il s'agit du PIB en valeur
d les prix ont augmenté s'il s'agit du PIB en volume
e les quantités produites et/ou les prix ont augmenté s'il s'agit du PIB en valeur
f les quantités produites et/ou les prix ont augmenté s'il s'agit du PIB en volume

25 - L'IDH est

a un indice proposé par Amartya Sen, Prix Nobel d'économie
b un indice proposé par Mahbub ul Haq et publié par le PNUD chaque année depuis 1990
c un indice composite visant à appréhender le développement de la population au-delà de l'aspect matériel
d un agrégat mesurant le niveau de vie au même titre que le PIB
e calculé annuellement par chaque pays
f un indicateur plus efficient que le PIB

26 - On parle de soutenabilité de la croissance si la croissance est

a suffisante pour les générations actuelles et à venir
b capable de répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures à assurer les leurs
c calculée de telle sorte qu'elle assure l'enrichissement des générations futures
d capable de répondre aux besoins des générations futures sachant que l'incertitude quant à l'avenir rend toujours le présent prioritaire
e calculée de telle sorte qu'elle assure la capacité des générations actuelles à assurer leurs besoins immédiats et futurs
f à taux décroissant de plus en plus faible de sorte qu'on évolue vers l'état stationnaire

27 - Au cours d'un cycle économique, la période que l'on appelle la reprise

a correspond à la phase haute du cycle
b correspond à la phase basse du cycle
c précède la phase de récession du cycle
d précède la phase d'expansion du cycle
e peut être également appelée phase de récession du cycle
f peut être également appelée phase d'expansion du cycle

28 - Dans le cadre d'un cycle de Juglar, une phase de récession est supposée durer

a 3 à 4 ans
b 3 à 5 ans
c 7 à 11 ans
d 15 à 25 ans
e 20 à 30 ans
f 40 à 60 ans

29 - La thèse de la stagnation séculaire

a développe l'idée que la croissance serait vouée à ralentir durablement
b est une thèse nouvelle, issue des courants écologiques
c n'est pas une thèse nouvelle, elle a déjà été exposée dans les années 30
d est une thèse nouvelle, forgée par les théoriciens de la décroissance
e découle de la théorie des cycles : après la croissance, la stagnation
f repose sur l'étude de l'évolution des gains de productivité

30 - La reprise de la croissance

a ne s'accompagne pas toujours d'une diminution du taux de chômage
b fait obligatoirement diminuer le taux de chômage
c peut faire augmenter l'emploi sans faire baisser le chômage
d n'est en rien une solution en ce qui concerne la question de l'emploi
e n'est en rien une solution en ce qui concerne les finances publiques
f fait obligatoirement diminuer le taux de chômage compte tenu des gains de productivité qu'elle engendre

31 - On parle de croissance zéro

a dans une situation où la production globale se reproduit à l'identique d'une période sur l'autre
b quand il n'y a plus de croissance, voire de la décroissance
c quand le taux de croissance est nul
d au sujet de la fin des années 70, actuellement cela n'a pas de sens
e comme d'une situation exclusivement théorique
f en état stationnaire

32 - En ce qui concerne la dette publique, l'expression "service de la dette" renvoie

a à l'ensemble des dépenses visant à rembourser et à payer les intérêts de la dette publique
b à l'ensemble des dépenses consacrées au paiement des intérêts de la dette publique
c au fait que la dette est une charge pour le citoyen-contribuable
d aux règles de fonctionnement de l'Union européenne, qui fixe un seuil pour la dette publique
e au déficit budgétaire, que l'endettement accroît
f au montant total de la dette

33 - En ce qui concerne la dette publique, l'expression "charge de la dette" renvoie

a à l'ensemble des dépenses visant à rembourser et à payer les intérêts de la dette publique
b à l'ensemble des dépenses consacrées au paiement des intérêts de la dette publique
c au fait que la dette est une charge pour le citoyen-contribuable
d aux règles de fonctionnement de l'Union européenne, qui fixe un seuil pour la dette publique
e au déficit budgétaire, que l'endettement accroît
f au montant total de la dette

34 - En France le dernier budget de l'État en excédent date

a de la fin des années cinquante
b du début des années soixante
c de la fin des années soixante
d du début des années soixante-dix
e de la fin des années soixante-dix
f du début des années quatre-vingt

35 - En matière de dette publique, on parle d'effet "boule de neige" lorsque

a le taux d'intérêt de la dette devient supérieur au taux de croissance de l'économie
b le taux d'intérêt de la dette devient inférieur au taux de croissance de l'économie
c la dette publique croît sans discontinuer
d le déficit budgétaire est sans arrêt croissant
e le ratio entre la dette et le PIB se dégrade
f le ratio entre le déficit budgétaire et le PIB se dégrade

36 - On parle d'insoutenabilité de la dette lorsque

a le niveau d'endettement public est croissant sur plusieurs années
b le niveau d'endettement public est tel que l'État est considéré comme n'étant plus en mesure de rembourser ses emprunts
c l'État est conduit à faire appel au secteur privé pour se financer
d l'on se livre à une analyse économique passant par le prisme de l'écologie et de la notion de développement durable
e l'évolution et le niveau de la dette sont tels que son remboursement nécessite une reprise de la croissance du pays
f l'évolution et le niveau de la dette sont tels que son remboursement appauvrit le pays

37 - La proposition selon laquelle l'endettement de l'État est plus légitime s'il sert à investir qu'à financer les dépenses de fonctionnement de l'État repose sur l'idée

a qu'il y aura report sur les générations suivantes des dépenses, certes, mais également des revenus issus des investissements réalisés
b que la hausse de la production attendue permettra les remboursements ultérieurs
c que les personnes privées pratiquent également l'emprunt pour investir
d que les dépenses de fonctionnement devraient être réduites
e qui conduit à suggérer de mettre en place l'obligation de voter un budget en équilibre
f qui a conduit à mettre en place pour les collectivités territoriales l'obligation de voter en équilibre leurs budgets de fonctionnement

38 - Quand l'économiste dit que le rôle de l'État dans l'économie s'explique par les défaillances des marchés, il veut parler, entre autres, des

a externalités
b fonctions régaliennes de l'État
c biens collectifs
d fonctions de l'État-Providence
e mécanismes de l'offre et de la demande
f asymétries de l'information

39 - La pollution engendrée par une entreprise peut s'analyser comme une externalité négative dans la mesure où elle

a procure à la collectivité un bénéfice sans paiement
b engendre pour l'entreprise un coût supplémentaire
c engendre pour la collectivité un coût sans contrepartie ou dédommagement
d oblige à taxer les habitants pour mettre en place une politique de dépollution
e suscite l'émergence de mouvements écologistes
f crée une situation dans laquelle le coût social est supérieur au coût privé

40 - Une politique anti-pollution fondée sur la mise en place d'une taxation

a présente l'inconvénient de diminuer la rentabilité des entreprises concernées
b présente l'inconvénient de diminuer la rentabilité des entreprises concernées et donc leur compétitivité si elles sont soumises à la concurrence internationale
c pourrait conduire les entreprises concernées à se délocaliser
d repose sur l'idée qu'il faut ramener le coût privé au niveau du coût social
e ne peut fonctionner, en première analyse, que si elle est mise en place par tous les pays
f peut présenter l'inconvénient d'être à l'origine d'effets pervers, y compris si elle est mise en place dans tous les pays, en renchérissant les énergies propres

- : - : - : - : -